

## Mémoire consultation fonderie Horne de Glencore (Rouyn-Noranda)

À qui de droit,

Je m'intéresse très attentivement à ce qui se passe dans le dossier de la pollution par la compagnie Horne de Glenmore, car c'est un bel exemple du comportement du gouvernement du Québec dans ce genre de dossier.

Tout d'abord, il existe une norme reconnue sécuritaire mondialement de  $3 \text{ ng/m}^3$  d'arsenic (norme provinciale québécoise aussi) dans l'air. La compagnie Horne de Glenmore dépassait et dépasse toujours cette norme.

Après de nombreuses interventions de la part des citoyens et des médecins de Rouyn-Noranda au cours des années, le gouvernement du Québec a décrété l'atteinte d'une cible intermédiaire de concentration de  $15 \text{ ng/m}^3$  ( $> 3 \text{ ng/m}^3$ ) d'arsenic d'ici un an considérant qu'il s'agit de la seule cible sécuritaire. Dans son argumentaire, le premier ministre mentionnait qu'il devait tenir compte que la survie de la compagnie était liée aux emplois bien rémunérés. Il s'agit d'un argument qui montre le peu de considération du gouvernement face au problème de santé de la population lorsque l'on considère les répercussions observées dans la population à la fois sur les adultes et les enfants. La grande question qui se pose est la suivante : compte tenu des normes qui existent, qu'est ce qui est le plus important entre la santé et l'économie ? De fait, l'économie doit-elle primer sur la santé de la population si les séquelles de la pollution finissent par empêcher la population d'en profiter soit par des décès soit par des incapacités physiques suites à la contamination, surtout si les effets peuvent devenir permanents ?

Le rôle du gouvernement n'est-il pas de voir au bien-être des citoyens ? Son rôle n'est-il pas de se prémunir contre les embûches qui peuvent affecter et la santé et le bien-être de la population ? La santé de la population devrait primer sur l'économie.

Je réproouve l'attitude passée de la Santé publique qui me semblait politico-médicale dans les débuts de la pandémie à cause de la proximité entre le gouvernement et la Santé publique lors des séances quotidiennes d'information. Il est primordial que la Santé publique soit **complètement indépendante** du gouvernement, cela pour une question de crédibilité face au public. C'est au gouvernement seul d'être imputable pour toute décision politique.

Il y a un autre problème : la contamination des sols. La réduction de la quantité d'arsenic à toute autre valeur supérieure à la norme de façon tangible ( $15 \text{ ng/m}^3$  vs  $3 \text{ ng/m}^3$ ) n'enlève pas les dangers pour la santé de la population, car les risques demeurent. De plus, que faire pour la contamination des sols, laquelle va demeurer si les sols ne sont pas décontaminés ?

J'appuie donc très fortement l'action de la population et des médecins pour baisser le taux de contamination par l'arsenic dans l'air ainsi que l'impact des autres métaux et contaminants de même que les mesures qu'ils proposent.

Le gouvernement du Québec ne doit pas considérer l'administration de la province comme une gestion comptable, là où priment les profits et la rentabilité. Il se doit d'éviter de voir uniquement le signe de \$ sur son écran lors de la prise de décision dans les cas de calamités : pollutions, pandémies, inondations et autres catastrophes.

Art. 53-54